

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n°	du
n°	du
n°	du
n°	du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

CONDITIONS DE DETERMINATION DES PRIX
DE CERTAINS MARCHES PUBLICS

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 72-130 - B 1 du 24 octobre 1972.

La présente instruction a pour objet de notifier aux comptables les commentaires ci-annexés de la Direction générale du Commerce intérieur et des Prix et du Secrétariat général de la Commission centrale des Marchés sur la circulaire du 14 septembre 1972 relative aux conditions de détermination des prix de certains marchés publics et dont le texte a été annexé à l'instruction susvisée du 24 octobre 1972.

Ces commentaires précisent l'objectif et le champ d'application de la circulaire du 14 septembre 1972 ainsi que les modalités de sa mise en œuvre.

L'intérêt que présentent ces documents pour les Trésoriers-Payeurs Généraux est particulièrement souligné dans le cadre des attributions qui leur sont dévolues en tant que contrôleurs financiers locaux.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :
Le Sous-Directeur,
PIERRE BONNAFY.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSIONS	
GT	HM
4	3

RGP	PGT	TPG	DOM	IP	DS	TGE	SIA	RF	P	TOM
PRO	EAM	CPE	TAC	PGA	UGAP	PA	BA	EPA	EPI	EPSC

INSTRUCTION
N° 73-4 - B 1
du
8 janvier 1973.

1^{er} décembre 1972.

**COMMENTAIRES DE LA DIRECTION GENERALE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DES PRIX ET DU SECRETARIAT GENERAL
DE LA COMMISSION CENTRALE DES MARCHES
SUR LA CIRCULAIRE DU 14 SEPTEMBRE 1972 RELATIVE AUX CONDITIONS
DE DETERMINATION DES PRIX DE CERTAINS MARCHES**

Par circulaire en date du 14 septembre 1972, adressée aux Ministres et Secrétaires d'Etat ainsi qu'aux présidents des entreprises nationales, le Ministre de l'Economie et des Finances a précisé dans quelles conditions il convenait de déterminer les prix de certains marchés publics.

Diverses informations ont montré que la circulaire a parfois donné lieu à des erreurs d'interprétation tant sur le champ que sur les modalités d'application.

Il importe que les acheteurs publics soient particulièrement attentifs aux dispositions qui figurent dans cette circulaire ainsi qu'à l'esprit dans lequel il convient de les appliquer. Pour l'essentiel, ces dispositions peuvent être ainsi précisées.

1. — Objectif de la circulaire.

La circulaire a pour but d'éviter que continue d'être considéré comme *a priori* normal le prix d'un marché correspondant à « l'actualisation » (1) pure et simple du prix du marché précédent ; cette pratique regrettable conduit à faire abstraction de l'influence favorable du progrès économique sur l'évolution des coûts ; elle est à l'origine des augmentations excessives trop souvent constatées dans les prix de certains marchés industriels.

Afin de lutter contre cette tendance, la circulaire prévoit que « pour pouvoir revêtir une valeur de comparaison, les prix actualisés doivent faire systématiquement l'objet d'abattements continus dans le temps ».

Elle a également pour objectif d'inciter les services acheteurs à obtenir une part du surplus de productivité réalisé par les entreprises.

Il convient de préciser que la circulaire ne se situe pas dans le cadre de la réglementation des prix et qu'elle ne vise en aucun cas à la fixation automatique de prix plafonds pour les marchés publics.

2. — Champ d'application.

La circulaire s'applique, avec les modalités précisées au paragraphe 3 ci-après, aux marchés pour lesquels les deux conditions suivantes sont simultanément remplies :

a) LE MARCHÉ PORTE :

- soit sur des produits ou services spéciaux de fabrication ou d'exécution répétée tels qu'ils sont définis, dans le cadre de la réglementation générale des prix, par l'arrêté de prix n° 24-926 du 12 mai 1964 publié au B.O.S.P. du 13 mai 1964 ;
- soit sur des travaux immobiliers à caractère répétitif de bâtiment ou de travaux publics.

(1) Ce terme « d'actualisation » est ici employé dans le sens d'application, au prix d'un marché précédent, d'une formule de revision paramétrique avec terme fixe ou d'un index.

b) LE PRIX NE RÉSULTE NI D'UNE ENQUÊTE DE PRIX DE REVIENT RÉCENTE ET APPROFONDIE, NI DU JEU EFFECTIF DE LA CONCURRENCE, QU'IL S'AGISSE DANS CE DERNIER CAS :

- soit de marchés négociés, sans consultation préalable de plusieurs entreprises ;
- soit de marchés sur appels d'offres, lorsqu'il apparaît que la concurrence a été insuffisante.

En revanche sont exclus du champ d'application de la circulaire les produits catalogables, les produits importés, les prestations ayant fait l'objet d'une enquête ou d'une analyse récente des coûts, les produits achetés après mise en concurrence quand celle-ci a joué normalement. Pour les marchés correspondants, la méthode de comparaison avec abattement continu dans le temps, fournie par la circulaire, peut seulement apporter au service acheteur un élément subsidiaire parmi ceux dont il dispose pour juger d'un prix offert.

3. — Modalités d'application.

Lorsque la prestation entre dans le champ d'application de la circulaire et que le prix proposé est supérieur au prix résultant des abattements continus dans le temps qu'elle prévoit, il doit en résulter un « renversement de la charge de la preuve ». Il convient alors que les services acheteurs obtiennent de leurs fournisseurs des justifications précises sur les éléments du prix de revient et leur évolution dans le temps. Les acheteurs publics peuvent, à cet effet, demander la communication du devis détaillé de la nouvelle commande et le décompte du prix de revient de la ou des commandes antérieures. Ils peuvent encore se faire communiquer des pièces justifiant l'évolution du niveau des prix des approvisionnements et des sous-traitances. D'autres éléments sont également susceptibles de leur être utiles, notamment l'évolution du volume annuel de la production de matériels analogues à la prestation considérée et l'état du carnet de commandes ainsi que l'analyse des modifications éventuelles des moyens de production et des méthodes de gestion.

Ces éléments doivent être soumis à un examen critique approfondi qui permettra, le cas échéant, d'aboutir à un réajustement du prix initialement proposé.

Il convient cependant de préciser que les diminutions de prix résultant, soit de l'accroissement des quantités commandées, soit des progrès technologiques qui permettent de réduire le coût du service apporté par la prestation, s'imputent normalement sur les abattements prévus par la circulaire.

De même, il est évident que les gains de productivité peuvent être très différents suivant la nature de la prestation et les conditions dans lesquelles se présente la commande considérée. Par exemple, pour une prestation faisant l'objet de séries importantes sans aucune modification technique, la décroissance des coûts pourra varier très sensiblement selon le rang où se situe le marché dans le déroulement des commandes successives.

En tout état de cause, les services acheteurs disposent, pour apprécier le niveau des prix, d'un certain nombre de méthodes de comparaison :

- comparaison sur une longue période avec les prix obtenus par le service pour l'ensemble des approvisionnements du matériel en cause. Cette évolution sera avantageusement appréciée au regard des variations de l'indice des prix de la production intérieure brute (P.I.B.), hors variation des stocks. Cet indice traduit l'évolution générale des prix français compte tenu des gains de productivité réalisés dans les différents secteurs de l'économie ;
- comparaison avec les prix de prestations analogues ou comparables, même si certaines parties seulement peuvent y donner lieu ;

INSTRUCTION
N° 734-B 1
du
8 janvier 1973.

— pour les matériels de courtes et moyennes séries, comparaison de la courbe de décroissance des temps de fabrication en fonction du rang du matériel avec les courbes observées sur des matériels de technologie analogue commandés par le service ou d'autres acheteurs publics.

Ces comparaisons impliquent que les acheteurs publics tiennent à jour leurs archives de prix d'ordre ou de référence et procèdent à des échanges d'informations.

Les justifications apportées par les fournisseurs et les analyses et comparaisons auxquelles se livrent normalement les acheteurs servent, comme l'indique la circulaire, à éclairer les organismes de contrôle.